



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Comité Monétaire et Financier National du Tchad s'est réuni en session ordinaire le lundi 08 juillet 2013, dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à N'Djamena, sous la présidence de Monsieur **ATTEIB DOUTOUM**, Ministre des Finances et du Budget, en présence du Ministre du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, Monsieur **ISSA ALI TAHER**, du Gouverneur de la BEAC, Monsieur **Lucas ABAGA NCHAMA** ainsi que du Vice-Gouverneur, Monsieur **TAHIR HAMID NGUILIN**.

Monsieur **MahamatAllamine BOURMA TREYE**, Directeur National de la BEAC pour le TCHAD, rapportait les points inscrits à l'ordre du jour.

Après l'adoption de l'ordre du jour, le Comité a passé en revue l'évolution de la conjoncture économique internationale et nationale au cours du premier trimestre 2013, ainsi que les perspectives globales pour l'année 2013.

Dans son examen de l'environnement économique international, le Comité a constaté que l'économie mondiale s'est améliorée au cours des six derniers mois grâce notamment aux actions vigoureuses des banques centrales. La relance se poursuivrait en 2013 mais à des rythmes différents selon les régions et les pays. Selon les prévisions révisées du FMI, la progression de l'économie mondiale atteindrait 3,3 % en 2013 et 4 % en 2014. Le commerce mondial, après avoir connu un ralentissement à 2,5% en 2012, rebondirait à 3,6 % en 2013 et 5,3 % en 2014 sous l'impulsion du redémarrage progressif attendu en zone euro. L'inflation qui s'est fixée à 3,7 % en 2012 se maintiendrait autour de ce chiffre jusqu'en 2013.

Dans les pays avancés, l'activité devrait s'accélérer à partir du second semestre 2013. Il est donc attendu une croissance de 1,2 % en 2013 et 2,2 % en 2014. Dans les pays émergents et en développement, la croissance resterait vigoureuse et passerait de 5,1 % en 2012 à 5,3 % en 2013 et à 5,7 % en 2014. En Afrique subsaharienne, les perspectives à court terme demeurent favorables : la croissance économique devrait s'accélérer légèrement pour s'établir à 5,6 % en 2013, après un accroissement de 4,8% en 2012.

En zone CEMAC, la croissance a progressé de 6,6 % en 2012 contre 5,1 % en 2011, avec une accentuation des tensions inflationnistes. Les perspectives pour l'année 2013 seraient marquées par un ralentissement de l'activité économique sous régionale. Toutefois, la croissance demeurerait satisfaisante eu égard à la bonne tenue du secteur non pétrolier. Il est prévu un taux de croissance de 4,1% en 2013.

S'agissant de l'économie tchadienne, les membres du Comité se sont réjouis de la consolidation de la croissance estimée à 8,9 % en 2012, grâce au dynamisme du secteur hors pétrole, notamment le secteur agricole.

Ils se sont également réjouis des bonnes perspectives pour 2013. Selon les dernières prévisions, le taux de croissance du PIB se chiffrerait à 5 %. L'inflation quant à elle resterait en dessous de la norme communautaire de 3 %.

Par ailleurs, le Plan National de Développement (PND) 2013-2015 lancé officiellement par le Chef de Gouvernement, le 21 juin 2013, permettra de relancer l'économie nationale dans la perspective de l'accès du Tchad au groupe des pays émergents à l'horizon 2025.

Pour ce qui est des finances publiques, le Comité a noté à fin avril 2013 que les recettes budgétaires se sont élevées à 365,7 milliards FCFA, soit, en glissement annuel, une hausse de 26,4 % grâce notamment au raffermissement des recettes pétrolières. De même, les dépenses courantes ont augmenté sur la période pour se situer à 251,6 milliards FCFA, soit une hausse de 55,7%. Il en découle un déficit base caisse de 143,8 milliards FCFA.

Le Comité a pris connaissance de l'évolution favorable des principaux agrégats monétaires au 31 mars 2013. En effet, la situation monétaire du Tchad s'est caractérisée, en comparaison avec celle à fin mars 2012, par la poursuite de la croissance des principaux agrégats, entraînée notamment par l'afflux des recettes pétrolières. Ainsi, la masse monétaire a enregistré une expansion de 23,1 %, reflétant la progression des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie respectivement de 20,2 % et 27,7 %. Il en résulte une progression sensible du taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs, se situant à 69,5 % à fin mars 2013 contre 65,7 % à fin mars 2012.

Le Comité a ensuite observé l'évolution satisfaisante du système bancaire tchadien dont le bilan agrégé s'est accru de 20,5 % au 31 mars 2013, se fixant à 721,3 milliards FCFA contre 598,5 milliards FCFA une année auparavant.

Au niveau du marché de capitaux, le Comité a constaté la baisse d'injection de liquidités, l'absence des placements et la hausse des réserves obligatoires des banques, le manque de dynamisme du compartiment interbancaire, ainsi que le maintien des taux d'intervention de la BEAC. Il a, en outre, pris acte de l'accord de classement complémentaire délivré par la BEAC sur la signature de la Cotontchad SN.

Par ailleurs, ils ont été informés de la situation du Tchad au regard des quatre (04) critères de convergence sous régionale qui seraient tous respectés en 2013.

Après examen de la revue de la programmation monétaire du Tchad et des objectifs monétaires et de crédit, le Comité a adopté le projet de résolution à soumettre au Comité de Politique Monétaire, fixant ainsi l'objectif de refinancement à 15 milliards FCFA pour le 4^e trimestre 2013 et 20 milliards FCFA pour le 1^{er} trimestre 2014.

Le Comité a été informé des décisions récentes prises par les instances de la BEAC et de l'UMAC, des comptes rendus de la réunion du CNC, de la dernière réunion de la Zone Franc, de la mission du FMI au Tchad, de la mission de collecte d'informations sur la Cotontchad SN et de l'état d'avancement du processus d'adhésion du Trésor public tchadien aux Systèmes et Moyens de Paiement de la CEMAC.

Enfin, le Ministre des Finances et du Budget a informé les membres du Comité du lancement très prochain de l'emprunt obligataire d'un montant de 85 milliards à souscription libre dans le cadre de la diversification du financement de l'économie nationale.

Le Président du Comité.

ATTEIB DOUTOUM

Ministre des Finances et du Budget